

Afrique - France : une nouvelle donne à vivre

En plus d'un demi-siècle, bien des réalités ont changé qui influent dans la relation Afrique-France. Le Forum citoyen de Libreville a donné une idée des approches des uns et des autres.

Avec une des croissances les plus fortes au monde tirée par les prix des matières premières et par la croissance chinoise, aujourd'hui en ralentissement, l'Afrique occupe une nouvelle place sur la scène économique internationale. © La Presse/ Robert Skinner

Par notre envoyée spéciale à Libreville, Founé Diarra (<http://afrique.lepoint.fr/journalistes/foune-diarra->)

Au-delà de l'expression Françafrique qui a cristallisé et cristallise encore un rapport fait de paternalisme, de secrets et de combines plus ou moins avouables entre l'ancienne puissance et ses ex-colonies, où en est-on du regard que la France, d'un côté, et l'Afrique, de l'autre, se posent mutuellement alors que les environnements et réalités, économiques et politiques, ont beaucoup changé ? Le Forum citoyen organisé en octobre dernier par le journal *Libération* a tenté d'y répondre permettant à des Africains et des Français de livrer leur sentiment sur cette question.

Une page se tourne dans tous les domaines

Ainsi, Michel Essonghe, conseiller du président gabonais, a-t-il tenu à faire un retour sur les sentiers de l'histoire : « Nous avons eu la période coloniale qui était une période de domination politique et d'exploitations économiques. Et puis, il y a eu une deuxième période, des indépendances jusqu'aux années 1990, où nous nous sommes retrouvés avec les différents accords et des conventions comme celle de Lomé. À partir des années 2000, nous sommes entrés dans une troisième période avec la rencontre entre l'Europe et l'Afrique au Caire, ensuite, à Lisbonne, à Tripoli, et enfin à Bruxelles, en 2014 ». Autre approche, française cette fois-ci. Celle de l'ancien premier ministre de Jacques Chirac, Dominique de Villepin qui a mis l'accent sur les changements au plan politique. « Il y a une histoire de passion entre l'Afrique et la France et la France et l'Afrique et je ne voudrais pas qu'à la passion qui a existé, avec du bon, du moins bon et même du pas bon du tout, succède l'âge des indifférences. [...] Les jeunes générations ne portent plus les mêmes marques et c'est très visible dans la politique française. J'aimerais que la jeune génération française, de droite comme de gauche, s'investisse dans les questions africaines », a-t-il affirmé. Du politique à l'économique, il n'y a qu'un pas et le Franc CFA n'a pas manqué de s'inviter.

Le franc CFA, fustigé mais toujours là

« C'est le dernier avatar de la colonisation. En tout cas, dans la manière dont c'est géré », a souligné Kako Nubukpo, ancien ministre togolais de la Prospective. Selon lui, les pays de la zone franc CFA ont quatre défis à relever. « Déjà, il faut savoir que nos pays n'échangent pas entre eux. Quand vous prenez la part des échanges intra-



De gauche à droite : les présidents sénégalais Macky Sall, français François Hollande, gabonais Ali Bongo et ivoirien Alassane Ouattara au forum économique franco-africain le 6 février 2014 à Paris. © REUTERS/Ian Langsdon/Pool

communautaires dans deux espaces, UEMOA et CEEAC, on est entre 10 et 15 % ; dans la zone euro, c'est 60 %. Or, quand vous n'échangez pas entre vous, vous n'avez aucune raison de partager la même monnaie. Ensuite, c'est le challenge de la compétitivité que le continent doit relever. A propos du coton par exemple, lorsque vous avez une monnaie forte, elle agit comme une taxe sur vos exportations et comme une subvention sur vos importations. Sur les cinq dernières années, les producteurs de coton africains ont subi la chute du dollar par rapport à l'euro. Du point de vue de notre entrée sur le marché international, le franc CFA apparaît comme un frein lorsque l'euro monte", a-t-il expliqué, et de pointer du doigt "la rigidité du change franc CFA-euro". La question des ratios crédits sur PIB a également été mentionnée par l'économiste togolais à propos du financement de l'émergence. « Est-ce qu'avec des ratios crédits sur PIB de 23 % dans notre espace zone franc, nous pourrions émerger ? », s'est-il interrogé rappelant que dans les pays émergents « ces ratios sont supérieurs à 100 % » et en « Afrique du Sud ce chiffre est de 155 % », a poursuivi Kako Nubukpo qui a terminé sa démonstration par la question de la répression monétaire. "Pourquoi nos banques centrales se comportent comme si elles avaient inventé le monétarisme ? Aujourd'hui, dans l'espace UEMOA, le taux d'inflation est négatif, pour des économies qui ont besoin de 7 % de croissance par an pour réduire la pauvreté à l'horizon de 2030 », a-t-il continué fustigeant le fait que le rattachement du franc CFA à l'euro n'a fait l'objet d'aucun référendum, à l'instar de la monnaie européenne.

Que faire avec les nouvelles concurrences ?

La France doit faire face à la présence accrue de nombreux concurrents. Selon Étienne Giros, président du Conseil français des investisseurs en Afrique (Cian), les avantages de la France sur ses autres « rivaux » présents ou à la conquête du

continent sont aussi d'ordre culturel et même en matière de législation. « Il y a 54 pays en Afrique et plus de 20 sont francophones. Nous avons une monnaie commune qui est le franc CFA et nous avons le même droit des affaires qui s'appelle l'Ohada [Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires, NDLR]. Ce sont les atouts de la France vis-à-vis de la moitié de l'Afrique », a-t-il confié. « Nous avons besoin de l'Afrique parce que, nous sommes, en Europe, un continent qui a une croissance autour de 1 %. L'Afrique est autour de 5 %. Il y a un défi à relever ensemble : des emplois à créer en Afrique, une croissance à développer au bénéfice de tous », a ajouté Dominique Villepin. "Attention à ne pas se reposer sur ses lauriers car il faut faire vite. Il s'agit d'une course contre le temps », a tout de suite relevé Étienne Giros qui a enfoncé le clou : « L'Afrique, c'est le continent de demain qui va s'ouvrir au monde dans les 35 prochaines années, avec 5,8 % de croissance en moyenne. Les pays africains vont bientôt dépasser la Chine. C'est donc le continent de l'avenir. Il faut cependant se prémunir contre un optimisme béat. Il vaut mieux être optimiste ET réaliste, car il y a encore énormément de travail et de défis à relever ».

Que faire de la Chine ?

« Depuis 10-15 ans, de nombreux intervenants extérieurs ont développé leurs relations avec le continent africain dont la Chine », a déclaré Dominique Villepin. Ce qui a conduit Étienne Giros du CIAN d'indiquer que "le plus gros changement au Gabon, comme en Afrique, depuis 15 ans, tient à deux choses : la mondialisation et l'ouverture du continent sur le monde. Cette ouverture a été rendue possible par Internet, les téléphones portables – 600 millions d'Africains sur 1 milliard en sont équipés –, l'ouverture des médias et les formations dispensées à l'extérieur". Et de conclure : "Il faut faire vite. Avec l'arrivée des acteurs asiatiques, surtout chinois, nous avons à faire avec des économies beaucoup plus ouvertes et avec des personnes mieux formées".